



Courcelles 1 N° d'agréation: P 202127

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet et août) – Dépôt: 6180 Courcelles Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable: Robert Tangre

Rue Julien Lahaut, 11 - 6020 Dampremy

Tél.: 071 30 39 12 Fax: 071 30 58 30

E-mail: robert.tangre@gmail.com Banque: BE17 0682 0138 1121

Nouvelles n° 280– Septembre 2024

Les histoires de Roger

L'émigration belge vers la France

Qui sont ces Belges?

La présence de Belges est importante La droite rejette les immigrés belges

Le racisme anti belge à Fourmies.

Le racisme ordinaire

Dossier

Les jeux olympiques de 1936

Une lettre de Pierre de Coubertin à

Les origines de la flamme olympique ...

Amateur et professionnel

Société

Après 13 ans de calvaire, enfin libre ...

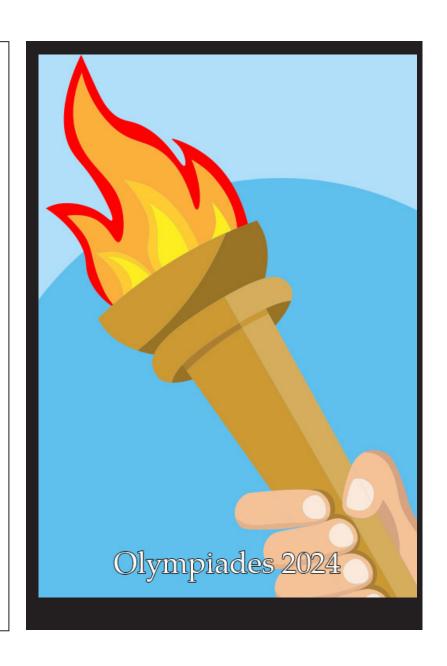
Temps pourri, pesticides, changement climatique : ...

«Professeur à l'école primaire depuis 17 ans, ...

Quand trois académiques «condescendants» ...

Lecture

Les riches ont l'art de faire passer ...



LES HISTOIRES DE ROGER

L'émigration belge vers la France



Les théories fascistes introduites depuis le milieu du 19e siècle à l'appui des thèses nationalistes connaissent périodiquement des réactivations coïncidant en général avec des périodes de crise économique et d'une exacerbation des tensions sur le marché du travail. L'après-guerre a connu l'italophobie. L'entre-deux-guerres a été marquée par le rejet des Polonais et des Baltes tout comme la fin du 19e siècle et le début du 20e l'avait été par les conflits avec les Flamands.

Maintenant, les craintes se portent sur les populations d'origine maghrébine. L'augmentation de la proportion des personnes de couleur fait craindre qu'elles ne soient les prochaines victimes de nos tares économiques. Bien entendu, les « vrais Belges » seraient les prochaines victimes de ces hordes étrangères venant, régulièrement, profiter des fruits de notre travail. Aussi il est bon de temps en temps, de se rappeler qu'il n'y a pas de Belges au sens ethnique du terme.

L'apparition du travail du fer, l'extension de la domestication du cheval et du char de guerre à deux roues créent dans les populations néolithiques de l'Est de l'Europe de profonds bouleversements qui se traduisent par d'importants mouvements de populations.

Au 7 ème siècle avant notre ère, les Celtes des hautes vallées du Rhin et de l'embouchure du Danube se mettent en marche vers l'Ouest. Les Gaulois furent les premiers à s'établir dans les contrées qui s'appelleront plus tard France et Belgique. Ils

se mêlent sans grands combats à la race qui a, la première, occupé ces territoires après le recul des glaces et l'installation d'un climat tempéré.

Les hommes ont une stature moyenne, la tête arrondie et une face courte (brachycéphales), les yeux bruns et les cheveux noirs. Ils sont les descendants des chasseurs de rennes du Sud qui ont suivi les troupeaux au fur et à mesure que les glaces reculaient et que les steppes et toundras favorables aux rennes se retiraient vers le nord. Les historiens grecs ont déjà noté ces détails et l'archéologie actuelle nous en fournit les preuves.

La pression démographique aidant, d'autres Celtes suivent les traces des Gaulois vers 600 avant Jésus-Christ. Venus du centre de l'Europe, ils se divisent et se répandent dans l'Europe occidentale vers la Méditerranée où leur nom de « Bolgs* » (les hommes) se transforme en Volques. Ils occupent entre autres la région de Montpellier (les Volques Arégomiques). Ils construisent les fortifications des oppida dont celui de Murviel-les-Montpellier où participent aux fouilles des membres de notre Cercle d'Histoire et de Marcinelle.

L'autre branche détournée par les Helvètes retranchés dans leurs réduits montagneux, remontant la vallée du Rhône occupe le Nord de la France et la Belgique. Les Bolgs deviennent les Belges. Ils vont refouler leurs cousins vers l'Angleterre et vers l'Ibérie dans le sud.

Le territoire ainsi conquis par les Belges il y a 25 siècles est limité, par le Rhin, la Marne et jusqu'aux rives de l'océan et de la mer du Nord. Dolichocéphales, ils ressemblent aux Germains. Ils ont des cheveux blonds, des yeux clairs et sont de haute taille. Leur langue, par contre, n'est pas germanique mais purement celtique. La légende et notre histoire nationale en font nos ancêtres.

Enfin, voilà de vrais Belges. Et depuis César, nous savons par ses commentaires sur la guerre des Gaules que de tous les peuples de la Gaule, les Belges étaient les plus braves. Encore aujourd'hui nous citons avec fierté cette opinion du conquérant romain à qui nous avons donné bien du fil à retordre *Bolgs: Il faudrait le comprendre comme « les furieux »...

Qui sont ces Belges?

Oui mais ces braves Belges ne vont pas rester bien longtemps d'un sang pur, d'ailleurs déjà bien troublés par les liaisons avec les autres peuples de l'Europe centrale, les premiers occupants néolithiques de notre sol et les Gaulois qu'ils ont refoulés. Les Romains et toutes les légions étrangères qu'ils



vont envoyer à la garde du Rhin, leurs auxiliaires germains vont donner un coup de neuf à notre race mais cela ne fait que commencer: Germains, Francs, Normands, Hongrois vont traverser nos contrées durant le premier

millénaire de notre ère et parfois s'y établir. Après quelques siècles où l'on reste entre soi pour pouvoir tout à loisir s'étriper. Vu le hasard de la formation des états modernes, nous devenons Bourguignons, Français, Espagnols, Autrichiens, Hollandais pendant des périodes plus ou moins longues. Et tous ces étrangers amènent avec eux des mercenaires italiens, suisses, allemands, croates. Bref, l'Europe se donne rendez-vous chez nous et tous ces passages donnent de charmants bambins à la teinte de la peau ou des cheveux allant du plus pâle au plus foncé.

En effet, les Espagnols ont du sang berbère ou juif dans leurs veines et des villes, comme Bruges, Gand ou Anvers comptent encore nombre de leurs descendants aux yeux noirs et à la peau ambrée. Aux 17e et 18e siècles, on appelait encore les Gantois des « Signorke ».

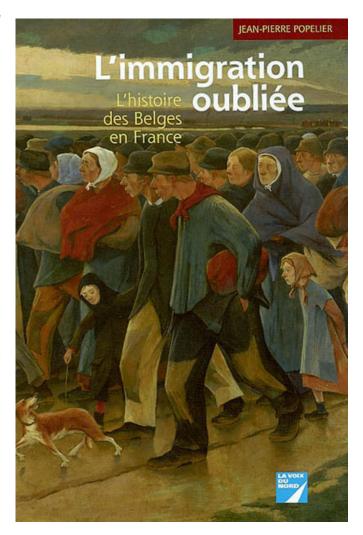
Dès notre indépendance, on peut enfin se croire entre Belges. Nous avons retrouvé un nom de famille que nous n'avions plus porté depuis 19 siècles. ... Toutefois, de nouvelles invasions se préparent. Jaloux de notre prospérité, des pays moins chanceux, nous envoient leurs sans-travail et miséreux puis leurs opposants politiques : Français, Italiens, Allemands, Russes, Hongrois, Tchèques, Polonais ... Les soldats espagnols républicains et les bébés espagnols expulsés par Franco vont précéder dans le chemin de l'aide humanitaire les enfants de l'Afrique, de l'Amérique latine, du Vietnam.

Les réfugiés économiques ou politiques frappent à notre porte qui s'ouvre de plus en plus difficilement. Diantre ! « On ne peut pas recevoir sur notre sol toutes les misères du monde « éructent le Vlaams Blog et le Front national ». « On ne peut partager le peu qui nous reste avec des millions de familles. Cela devient impossible proclament les tenants du grand Capital ». Comme ces gens sont peu enclins à partager leur gâteau, ils recourent : à la bonne vieille excuse : « Nous avons créé notre richesse. Ils n'ont qu'à créer la leur. Nos ancêtres, eux, n'ont pas été mendier leur pain à l'étranger, n'est-ce pas ? » Voire !

La présence de Belges est importante

La chute de l'Empire napoléonien a conduit à la création d'un état tampon empêchant le vieux rêve français des frontières naturelles d'aller jusqu'au Rhin au nord. Les signataires du traité de Vienne consacrent définitivement la séparation des Belges celtiques en deux peuples séparés. Français et Belges vont acquérir au cours de près de deux siècles, des habitudes, des régimes et des jugements différents même si le sentiment diffus d'une même origine marque les populations de langue française de part et d'autre de l'artificielle frontière qui les sépare.

Chez nos voisins du sud, la situation politique et économique diverge de la nôtre. Le coup d'État de Napoléon III crée un second empire en face duquel la Prusse constitue une Allemagne centralisée. 1870 voit l'effondrement du rêve impérial et la naissance de mouvements ouvriers. Une situation économique complexe se crée. Le Nord s'industrialise à l'exemple de l'Angleterre et de la Belgique tandis que les provinces d'outre Loire restent à la traîne. Cependant contrairement à la Belgique, le besoin de maind'œuvre non qualifiée dans les charbonnages ou les



usines du Nord n'est pas compensé par un déplacement des agriculteurs du centre ou de l'ouest. La plupart de ceux qui désertent les campagnes s'installent dans les grandes villes proches de leur village ou à Paris. Les bougnats du Massif Central, les Bourguignons ou les Bretons ne montent pas dans le Nord.

Durant la période de 1850 - 1881, en Belgique, la maladie de la pomme de terre occasionne des famines en Flandre tandis que dans le sud à peine industrialisé, les crises économiques entraînent la paupérisation d'une classe prolétarienne misérable. La conjonction de ces deux faits socio-économiques va entraîner une forte immigration belge vers le nord de la France. En Flandre française, on voit affluer de nombreux petits agriculteurs de Flandre Occidentale (Ypres, Menin) ruinés et à la recherche de travail. Ils constituent une masse de main-d'œuvre essentiellement agricole qui va s'étaler jusqu'aux rives de la Loire.

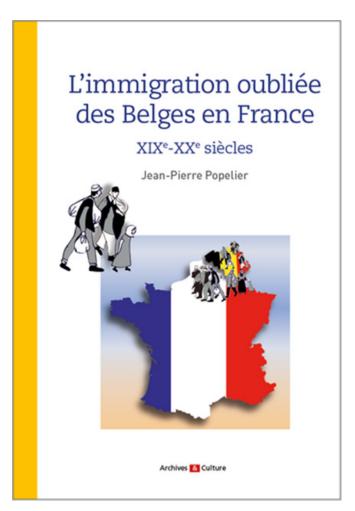
Plus tard, leur ténacité au travail va leur permettre d'acquérir des fermes et de faire souche dans une grande partie de l'ouest de la France. D'autres se présentent dans les mines du Nord-Pas de Calais et s'y mêlent aux drapiers du Tournaisis, aux mineurs du Borinage et du Centre. L'émigration, en revanche, est moins importante à partir du Pays de Charleroi. Seuls les cantons proches de la frontière vont fournir d'important contingents de travailleurs frontaliers vers les ateliers de la vallée de la Sambre. Cette immigration de main-d'œuvre étrangère est favorisée par les autorités françaises pour compenser un déficit démographique. En 30 ans, le nombre d'étrangers passe de 380.000 en 1851 à plus d'un million en 1881. Les Belges forment alors la plus importante étrangère en France et cela, jusque vers 1900. En 1879, la population française se présente comme suit : 36.104.034 Français côtoient 375 000 Belges, 165 000 Italiens, 62 500 Espagnols, 50 200 Suisses, 60 000 Allemands (ce sont en majorité des Alsaciens n'ayant pas voulu subir le rattachement de leur province à la Prusse au lendemain de la défaite de 1870) et enfin 30 000 Anglais.

Ces populations étrangères ne se sont d'ailleurs pas mélangées de façon homogène à la population autochtone. Les archives du Ministère des Affaires étrangères belge en 1887 donne une idée de la répartition des Belges d'après le nombre de dossiers traités par les consuls et l'Ambassade de France. La plupart de nos compatriotes se situent dans un croissant partant du bassin lorrain, diminuant face aux Ardennes où le nombre de frontaliers est faible (Sedan, Charleville, Laon) et gagnant ensuite à la fois en densité et en aire géographique dans la région partant d'Avesnes, Saint-Quentin et jusque dans la région de Dunkerque-Boulogne. Comme nous l'avons dit, la présence de petits agriculteurs fla-

mands et journaliers bien qu'attestée, ne se marque que de façon épisodique dans l'Ouest de la France, au nord de la Loire. On note aussi la présence de pêcheurs flamands dans les petites villes côtières de la Manche.

Quant aux Italiens et Espagnols, ils sont essentiellement regroupés dans les régions proches de leur pays d'origine. Ces notions très largement résumées sont extraites de « L'année diplomatique» de 1904. A ce moment, la communauté belge n'est plus la plus importante. Ce rôle est maintenant tenu par les Italiens. C'est une des périodes les plus marquantes pour l'immigration italienne. Cela ne signifie pas que les Belges sont devenus moins nombreux par un retour massif dans leur pays d'origine. En effet, étant de culture très semblable et de même langue, un grand nombre de ceux-ci sont devenus de bons citoyens français sans qu'ils en fassent la demande.

La droite rejette les immigrés belges



Ainsi donc voici un exemple prouvant que les Belges ont eu la possibilité d'exister par leur travail. Fautil rappeler que dès le 16e siècle, beaucoup de nos compatriotes durent s'exiler pour garder le droit d'exercer librement leur religion, ce qui se renouvela au 17e siècle. Durant cette période, nombre de nos « ferons » (travailleurs du fer) durent guitter la Belgique (qui formait alors les Pays-Bas) pour la Suède afin de pouvoir exercer leur métier de manière plus rentable. N'oublions pas non plus les migrants belges du 18e siècle vers les Indes, ceux du début du 20e vers l'Amérique du Nord, ceux qui furent envoyés par le gouvernement belge dans des essais de colonisation au Brésil et en Amérique centrale. Ce fut aussi le cas au Guatemala où leurs descendants quoique devenus guatémaltèques gardent des noms de famille bien de chez nous (Dupuis, Vanderest, Meunier etc ...). Quant à l'immigration belge vers l'Afrique centrale, elle ne fut jamais que temporaire et loin d'être une œuvre de civilisation. Elle fut surtout une entreprise commerciale marquée dès le début par de nombreux excès.

Revenons à nos immigrés arrivant en France. Ils trouvaient du travail et vivaient au sein d'une population dont tout les rapprochait (langue, culture, nourriture, religion). Ils avaient donc tout pour être contents et être facilement assimilés mais ...

A l'origine, la Révolution de 1789 en France issue des principes de liberté, de fraternité et d'égalité entre tous les hommes formulés par les encyclopédistes et les réformateurs du siècle des Lumières accordaient les mêmes droits aux étrangers vivant en France qu'aux concitoyens français.

Par la suite, la guerre contre l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre favorisa la suspicion envers ces étrangers qui pouvaient menacer l'unité de la République « une et indivisible ».

L'idée de nationalité allait aussi permettre à tous les provinciaux d'hier (Languedociens, Provençaux, Bourguignons ou Bretons) de ne plus former qu'une seule nation qu'il serait alors plus facile de défendre ensemble. Des droits exclusifs sont ainsi attachés à cette notion de nationalité et, par la suite sont opposables à ceux qui se réclament d'une identité étrangère.

Durant la période de la moitié du 19e siècle que nous avons évoquée, le gouvernement français trouva avantageux d'incorporer les travailleurs d'Outre Quiévrain qui ne causaient pas de troubles et avaient utilement comblé le creux démocratique que connaissait la Troisième République. Ils furent invités à s'installer en France avec leur famille. Les avantages de la qualité française leur était concédée. C'est ainsi que vers le milieu du 20e siècle, à Maubeuge pour ne citer que cet exemple, la moitié des familles étaient d'origine belge. Cet état de choses était semblable à Roubaix, Tourcoing et dans de moindres mesures dans les régions proches de la

frontière belge en Lorraine par exemple.

Mais cela ne va pas sans mal. Les répercussions des crises économiques cycliques, le chômage, la surproduction, l'effondrement des prix de vente, la diminution des salaires, les sauvages fermetures d'entreprises créant des déserts économiques, caractéristiques du capitalisme brutal suscitent malaise social et grogne parmi les travailleurs. Des opposants au régime en profitent et tentent de canaliser ces éléments en les dressant d'abord contre l'étranger « celui qui vous prend votre pain en même temps que votre emploi ». Pour mobiliser ainsi les ouvriers, il faut se servir de formules simples même simplistes et les répéter sans cesse et très fort jusqu'à ce que celui qui les assimile soit convaincu que c'est la pure vérité.

Les forces d'extrême droite d'aujourd'hui ne procèdent pas autrement. L'étouffement de la pensée par le slogan s'accompagne en général, de rumeurs : « L'étranger est favorisé. On lui donne les meilleures places et les plus grands avantages. On ferme les yeux sur ses excès. » Cela marche toujours et pourtant nous nous piquons d'être instruits, civilisés. La radio, la télévision, les journaux et magazines nous abreuvent d'informations mais aucune ne contient la vérité complète que nous n'essayons même plus de reconstruire. Alors jugez de la facilité avec laquelle ces mêmes notions pouvaient bourrer le crâne des gens dépourvus de moyens d'informations ou incapables de se confronter à la réalité.

De plus, à cette époque les conditions dans lesquelles vivaient la classe ouvrière et les agriculteurs étaient littéralement épouvantables. Comme les Belges étaient là à se retrouver ainsi dénoncés, comme profiteurs de la misère des Français, ils étaient souvent pris à partie. On les surnommait des « pots d' beur ». Comme leurs familles sont restées au pays, on les décrit comme batailleurs, enclins à débaucher les femmes. Ils jouent facilement du couteau, paraît-il. Ils sont dangereux. Cela ressemble, étrangement à ce qu'on disait des Italiens des Polonais, chez nous, il y a quelques décades.

Le racisme anti belge à Fourmies.

Les étrangers peuvent aussi servir de boucs émissaires aux gouvernements pour détourner la colère de leurs électeurs et couvrir leurs responsabilités. Ce fut le cas à Fourmies.

Fourmies est une petite ville du département du Nord à quelques kilomètres de la frontière belge. C'était, au 19e siècle, un important centre lainier. La concentration industrielle y était très forte impli-



quant la disparition de multiples ateliers de petites et moyennes importances et favorisant la constitution de fortes unités de production en réponse aux crises des méventes des produits fabriqués dans la région.

Comme d'habitude, ces concentrations industrielles s'accompagnaient de baisses de salaires et de licenciements sans l'adoucissement de mesures de secours pour les chômeurs. En 1891, le mécontentement ouvrier atteignit un paroxysme dans les filatures. De plus, les conditions de travail au nom de la productivité et de la rentabilité se détérioraient sans cesse. Le travail des enfants, surtout, étaient long et pénible.

La manifestation du 1er mai fut l'occasion de déposer un cahier de revendications. Cette manifestation était imposante car elle répondait vraiment à un vœu de changement des conditions de travail. Comme de coutume, les patrons laniers firent appel à la troupe pour suppléer la gendarmerie toujours insuffisante, mais aussi pour garantir les biens matériels. Les événements 1886 dans la région de Charleroi étaient encore tout frais dans la mémoire patronale.

Nous avons déjà relaté le bilan de la répression sanglante qui s'ensuivit : neuf tués et plus de trente blessés dont des enfants. Ces excès de brutalité émurent profondément l'opinion publique même bourgeoise. Qui était responsable ?

Le gouvernement français qui était, par ailleurs, en butte à des soucis du même ordre dans d'autres parties de la France, dans le Midi notamment, couvrit les patrons et l'armée. Il stigmatisa les agitateurs socialistes et surtout les étrangers et plus particulièrement les Belges qui introduisaient en France des idées subversives. Le 5 mai 1891, « Le Mémorial de la Loire » écrit :» On dit que la majorité des gens de Fourmies sont des Belges qui prétendent, comme au Congo, faire la loi chez nous. Je le crois volontiers car comment comprendre que des Français aient se conduire de façon aussi sauvage vis-à-vis des soldats dont le seul tort était de faire leur devoir et d'assurer l'ordre et la liberté. Les pays du Nord fourmillent d'ailleurs de Belges. »

Ne pourrait-on tracer, ici encore, un parallèle avec les journaux d'extrême droite ou apparentés qui crient au danger de l'islamisation de notre société ? À la fin des années 40, il était courant pour les jeunes Belges de passer la frontière pour fréquenter les bals musette, C'est là que nous fûmes surnommés pour la première fois des « Popols » par les jeunes Fourmisiennes.

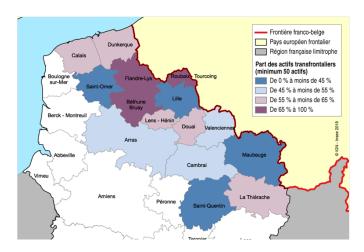
Pressés de questions sur l'origine de cette appellation, nos aînés nous ont appris, que, à la fin du 19e siècle, suite aux incidents que nous avons rappelés, le roi Léopold II avait rendu visite à ces ressortissants travaillant dans les filatures pour les exhorter à abandonner leurs idées revendicatrices. Par la suite, on appela les ouvriers belges « les Popols» et le surnom resta.

Fourmies n'avait pas le monopole du racisme anti belge. En Lorraine, où de nombreux compatriotes travaillaient dans les mines de fer, un certain climat xénophobe y était aussi entretenu. Une chanson fut même composée qui disait, sur un air martial repris d'un lied allemand :

Alli, allo
Les Belges sont des salauds
Alli, allo
Qui baisent les Françaises
Alli, allo,
Les Belges sont des salauds.
Alli, allo,
Ils boivent tout not' pernod.

Ces accusations de s'emparer des filles n'est pas nouvelle. Elle pouvait d'ailleurs se retourner contre les Français. Dans les régions frontalières, il n'est pas rare de voir des membres d'une même famille avoir des nationalités différentes. Beaucoup de travailleurs frontaliers avait la double nationalité, conséquence des mesures d'intégration que le gouvernement français avait édictées au 19e siècle. Ce fut le cas à Rance où des ouvriers travaillant dans les filatures de Trélon ou de Fourmies étaient belges dans leur village mais français dans les usines ainsi que l'attestent les carnets de travail.

Le racisme ordinaire



Si le racisme repose essentiellement sur des préjugés, il faut reconnaître que nous, Belges n'en étions pas exempts. Pour nombre d'entre nous, les Français étaient sales, leurs femmes ne connaissaient pas l'eau ni le savon. On disait que le Français se sentait bien dans du linge propre après avoir retourné sa chemise.

C'était le souvenir d'une époque où le monopole d'État du gouvernement français sur le sel, les allumettes et le savon en rendait l'usage rare parce que dispendieux. Cette situation avait d'ailleurs disparu chez nous sous le gouvernement hollandais. Cela arrangeait beaucoup nos braves frontaliers qui en introduisaient en fraude en France et gagnaient largement leur vie par ce genre de trafic. Plus tard, ce fut le tabac qui fut l'objet de la fraude. Dans l'autre sens, les parfums et les alcools en constituèrent la base. Pendant la guerre de 40 - 45, nos voisins des départements du Nord et des Ardennes ont contribué à soulager notre ravitaillement déficitaire en beurre et en pommes de terre.

Ainsi donc, la relation de ce mouvement migratoire belge vers la France peut nous inciter à plus de modestie lorsque nous déclarons que ce sont les autres qui viennent manger notre pain, alors que nous, nous sommes assez courageux pour nous en sortir seuls! Les réflexions que suscitent ces événements sont toujours d'actualité.

Un second mouvement migratoire, dans le même sens, devait à nouveau se produire un demi-siècle plus tard, toujours pour des raisons de manque de main-d'œuvre provoquées par la démographie. Mais cette fois, la cause était la conséquence des décès lors de la grande guerre 1914 -1918. En 1918, la France est exsangue. Son déficit est estimé à un million et demi d'individus. Cette fois, ce n'est pas seulement l'industrie qui manque de bras mais aussi l'agriculture. On fit donc appel de nouveau à l'étranger. La deuxième vague de 1920 à 1931 attire encore beaucoup de Belges et d'Italiens mais ce sont surtout

des Polonais qui arrivent en France. Les Belges sont, cette fois, surtout représentés par des Flamands. Cette fois, ils viennent des régions dévastées de la Flandre occidentale noyée sous une eau saumâtre durant plus de 4 ans, sillonnée de tranchées, ponctuées de cratères et de tombes, couvertes de débris des armées et dont le sol retourné par les obus, brûlé par le phosphore, restera longtemps impropre à la culture des céréales. De plus, les terres recèlent des millions de projectiles non explosés qui risquent de sauter au contact des socs des charrues. Il valait mieux s'expatrier et chercher du travail auprès des compatriotes installés en France depuis des générations.

Les Polonais avaient aussi connu la guerre sur leur territoire. Alliés des Français, ils avaient été récompensés par la reconstitution, d'une Pologne plus grande, plus forte et pourvue d'un accès à la mer Baltique (Gdynia) qui devait assurer sa survie économique. Mais le régime à tendance dictatoriale et à base militaire qui marqua les premières années de la République polonaise avait suscité un flot d'opposants qui durent chercher refuge hors de leur pays. La France a été depuis le 18e siècle considérée par les Polonais comme un pays ami. La noblesse polonaise et les grands bourgeois se piquaient d'ailleurs de bien connaître le français et venaient volontiers prendre les eaux et le soleil dans les lieux de villégiature française. Dès 1931, les Polonais représentaient la deuxième communauté étrangère en France derrière les Italiens et devant les Espagnols. Une majorité de Belges ayant bénéficié des mesures d'intégration déjà évoguées avaient pris la nationalité française et ne comptaient donc plus au nombre des étrangers.

Aujourd'hui où notre horizon devient européen, les Italiens et même les Polonais sont proches de nous et des Français. En 1930, ce n'était pas le cas. Les « Ritals » ou « les Macaronis », les « Polaks » étaient souvent rejetés dans des ghettos. Les Polonais surtout, au nom imprononçable, étaient jugés inassimilables. En 1921, ils avaient fui le régime du Maréchal Pilsudski. Aguerris par les luttes ouvrières soutenues au sein des partis de gauche ou anar-



chistes, ils s'amenèrent avec un esprit combatif. Très tôt, s'apercevant de l'exploitation dans laquelle les patrons, prétendaient les tenir, ils revendiquèrent de meilleurs salaires et des conditions de travail convenables. Très turbulents, ils étaient la bête noire du patronat. Dans le nord de la France en 1934, des immigrants polonais sont expulsés pour avoir fomenté des grèves des gueules noires.

Refoulés vers la Belgique, ils y furent acceptés par les patrons charbonniers qui avaient grand besoin de main-d'œuvre. Ils rejoignirent ainsi ceux de leurs qui étaient installés chez nous depuis 1920 également.

Récemment, un film projeté sur Arte montrait les grèves déclenchées en France par les mineurs polonais et la brutale répression qui s'en suivit. Un Gillicien nous raconta que son père qui travaillait à cette époque dans une mine du Nord garda toute sa vie la marque des coups de matraque que lui infligea la gendarmerie. Lors des funérailles des victimes du Bois du Cazier de la grève de 1930, les syndicalistes polonais qui tentèrent de prendre la parole furent également pris à partie par la police communale.

Aujourd'hui, il n'y a plus guère que les noms ou les prénoms qui nous permettent de distinguer les nationalités d'origine des Italiens ou des Polonais qui ont marqué notre histoire ouvrière comme aussi le Flamand avant eux.

Ainsi que le disait une amie parisienne, il y a peu : « l'Europe des trusts existe depuis longtemps. Il ne reste plus à faire que celle des travailleurs. »

Roger Nicolas 9 décembre 1997

DOSSIER

Les jeux olympiques de 1936

Pendant deux semaines en août 1936, la dictature nazie d'Adolf Hitler dissimula son caractère raciste et militariste pendant qu'elle accueillait les Jeux olympiques d'été. Mettant entre parenthèses son programme antisémite et ses plans d'expansion territoriale, le régime utilisa les Jeux olympiques pour fournir aux spectateurs et aux journalistes étrangers une fausse image d'une Allemagne pacifique et to-lérante. En rejetant la proposition de boycott des

Jeux olympiques de 1936, les Etats-Unis et d'autres démocraties occidentales manquèrent l'occasion d'adopter une position qui (certains observateurs l'ont affirmé à l'époque) aurait pu faire réfléchir Hitler et renforcer la résistance internationale à la tyrannie nazie. Après les Jeux, la politique expansionniste de l'Allemagne ainsi que la persécution des Juifs et autres «ennemis de l'Etat» s'accélérèrent, aboutissant à la Seconde Guerre mondiale et à la Shoah.

En 1931, le Comité international olympique attribua à Berlin l'organisation des Jeux d'été de 1936. Ce choix marquait le retour de l'Allemagne sur la scène internationale après la période d'isolation qu'elle avait subie après la Première Guerre mondiale.

Deux ans plus tard, Hitler devenait chancelier et, en peu de temps, transformait la fragile démocratie allemande en une dictature à parti unique mettant en œuvre une politique de persécution à l'encontre des Juifs, des Tsiganes, de tous les opposants politiques ainsi que d'autres catégories de la population. La volonté affichée par les Nazis de contrôler tous les aspects de la vie nationale s'étendit aussi au sport. L'imagerie sportive allemande des années 30 servit à promouvoir le mythe de la supériorité raciale «aryenne» et de ses prouesses physiques. La sculpture, par exemple, idéalisa la musculature développée ainsi que la force héroïque et accentua des caractéristiques faciales imaginées comme aryennes. Cette imagerie reflétait aussi l'importance que les Nazis attachaient à la forme physique, condition requise pour le service militaire.

En avril 1933, une politique d'aryanisation fut mise en œuvre dans toutes les organisations sportives allemandes. Les sportifs «non aryens» — Juifs, demi-Juifs ou Tsiganes — furent systématiquement exclus des associations et des centres sportifs allemands. L'association de boxe allemande expulsa le champion amateur Erich Seelig en avril 1933 parce qu'il était juif. Il reprit plus tard sa carrière de boxeur aux Etats-Unis. Un autre sportif juif, Daniel Prenn (champion de tennis de premier plan) fut exclu de l'équipe allemande de la Coupe Davis. Gretel Bergmann, sauteuse en hauteur de niveau mondial, fut expulsée de son club en 1933 et de l'équipe olympique allemande en 1936.

Les sportifs juifs, qui étaient interdits de clubs sportifs allemands, se retrouvèrent au sein d'associations juives distinctes, comme le Maccabee et le Schild



Nouvelles

(bouclier), dans des clubs sportifs séparés. Mais ceux-ci n'étaient pas comparables aux installations bien financées dont disposaient les Allemands non-juifs. Les Tsiganes, au nombre desquels le boxeur sinti Johann Rukelie Trollmann, furent également exclus du monde sportif allemand.

Par un geste factice visant à calmer l'opinion internationale, les autorités allemandes autorisèrent l'escrimeuse demi-juive Hélène Mayer à représenter l'Allemagne aux Jeux olympiques de Berlin. Elle remporta une médaille d'argent dans l'épreuve d'escrime individuelle et, comme les autres médaillés allemands, fit le salut nazi sur le podium. Après les Jeux, Hélène Mayer retourna aux Etats-Unis. Aucun autre athlète juif ne concourut pour l'Allemagne. Toutefois, neuf sportifs juifs remportèrent des médailles lors de ces jeux, au nombre desquels Mayer et cinq Hongrois. Sept jeunes sportifs juifs américains se rendirent à Berlin. Comme certains de leurs concurrents juifs européens, beaucoup de ces jeunes subirent des pressions des organisations juives afin de boycotter les Jeux. La plupart ne comprenant alors pas pleinement le but et l'ampleur de la persécution nazie contre les Juifs et d'autre groupes, ils choisirent de participer.

En août 1936, pendant la durée des épreuves, le régime nazi essaya de camoufler la violence de sa po-

CIMPIADA

OLIMPIADA

19-26 DE JULIOL 1936

OLIMPIADA POPULAR, 19-26 JULIO
OLYMPIADE POPULAIRE, 19-26 JULIO
OLYMPIADE POPULAIRE, 19-26 JULIO
OLYMPIADE POPULAIRE, 19-26 JULIO
SARCELONA

RARCELONA

PEOPLES' OLYMPIADE, 19-26 JULIO
BARCELONA

PEOPLES' OLYMPIAD, 19-26 JULIO
BARCELONA

BARCELONA

BARCELONA

BARCELONA

PEOPLES' OLYMPIAD

BARCELONA

BARCELONA

BARCELONA

BARCELONA

BARCELONA

BARCELONA

PEOPLES' OLYMPIAD

BARCELONA

BARC

litique raciste. La plupart des panneaux antisémites furent provisoirement enlevés et les journaux mirent leurs attaques en sourdine. De cette façon, le régime exploita les Jeux olympiques pour fournir aux spectateurs et aux journalistes étrangers une fausse image d'une Allemagne pacifique et tolérante.

Des mouvements prônant le boycott des Jeux olympiques de Berlin apparurent aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en France, en Suède, en Tchécoslovaquie et aux Pays-Bas. Le débat sur la participation fut très animé aux Etats-Unis, qui envoyaient habituellement l'une des équipes les plus importantes. Certains partisans du boycott soutenaient des «contre-Jeux», dont les plus importants étaient les Olympiades du Peuple, prévues pour l'été 1936 à Barcelone. Elles furent annulées après le début de la Guerre d'Espagne, au mois de juillet, alors que des milliers de sportifs avaient commencé à arriver.

Des sportifs juifs choisirent de boycotter les Jeux olympiques de Berlin. Aux Etats-Unis, certains sportifs juifs et des organisations juives telles que le Congrès juif américain et le Comité juif du travail appelèrent au boycott. Cependant, après le vote de l'Union des Etats-Unis des athlètes amateurs en faveur de la participation, en décembre 1935, d'autres pays suivirent et le mouvement en faveur du boycott échoua.

Les Nazis soignèrent particulièrement la préparation de ces Jeux d'été, qui se déroulèrent du 1er au 16 août. Un immense complexe sportif fut construit, des drapeaux olympiques ainsi que des drapeaux à croix gammée ornaient les monuments et les bâtiments d'un Berlin en fête et bondé. La plupart des touristes ne savaient pas que le régime nazi avait provisoirement enlevé les panneaux antisémites ni que le ministère allemand de l'Intérieur venait d'organiser une rafle de Tsiganes à Berlin. En effet, le 16 juillet 1936, quelques 800 Tsiganes résidant à Berlin et dans les environs furent arrêtés et internés sous surveillance policière dans un camp spécial de la banlieue de Berlin, à Marzahn. Les autorités nazies ordonnèrent également que les visiteurs étrangers ne fussent pas passibles des poursuites pénales prévues par les lois anti-homosexuels.

Le 1er août 1936, Hitler ouvrit la XIe Olympiade. Des fanfares dirigées par le célèbre compositeur Richard Strauss annoncèrent à une foule, essentiellement allemande, l'arrivée du dictateur. Des centaines d'athlètes défilèrent en tenue de parade dans le stade, équipe par équipe par ordre alphabétique. Inaugurant un nouveau rituel olympique, un coureur arriva en portant une torche transmise en relais depuis le site des anciens Jeux à Olympie, en Grèce.

Quarante-neuf équipes sportives provenant du

monde entier participèrent aux Jeux olympiques de Berlin, plus qu'à aucune autre édition précédente. Avec 348 membres, l'Allemagne présenta l'équipe la plus nombreuse. Venait ensuite l'équipe des Etats-Unis, avec 312 membres dont 18 Noirs américains. Le président du Comité olympique américain, Avery Brundage, menait la délégation. L'Union Soviétique ne participa pas aux Jeux.

L'Allemagne organisa habilement la promotion des Jeux olympiques avec des affiches colorées et des pages entières dans les magazines. L'imagerie sportive établissait un lien entre l'Allemagne nazie et la Grèce antique. La civilisation allemande supérieure se présentait comme l'héritière légitime de la culture «aryenne» de l'Antiquité classique. Cette vision de l'antiquité classique insistait sur l'Ideal du type racial «aryen»: héroïque, blonds aux yeux bleus et aux traits fins.

Les efforts de la propagande se poursuivirent bien après les Jeux, avec la sortie internationale en 1938 des Dieux du Stade, documentaire controversé de la réalisatrice et sympathisante nazie Leni Riefenstahl. Ce film était une commande du régime nazi.

L'Allemagne sortit victorieuse des XIe Jeux olympiques. Les sportifs allemands remportèrent le plus grand nombre de médailles et l'hospitalité et l'organisation allemandes reçurent les éloges des visiteurs. La plupart des comptes rendus des journaux considérèrent, comme celui du New York Times, que ces Jeux avaient ramené les Allemands «dans le concert des nations» et les avaient même rendus «de nouveau plus humains». Certains trouvèrent même des raisons d'espérer que cet intermède pacifique durerait. Seuls quelques journalistes, tels que William Shirer, comprirent que le spectacle offert à Berlin n'était que de la poudre aux yeux cachant un régime raciste, oppressif et violent.

Quand les Jeux furent terminés, Hitler reprit ses projets fous d'expansion de l'Allemagne. La persécution des Juifs recommença. Deux jours après la clôture, le capitaine Wolfgang Fürstner, directeur du village olympique, se suicida quand il apprit qu'il avait été radié de l'armée en raison de ses origines juives. L'Allemagne envahit la Pologne le 1er septembre 1939. Trois ans seulement après les Jeux olympiques, leur organisateur «hospitalier» et «pacifique» déclenchait la Seconde Guerre mondiale, conflit qui devait déboucher sur des destructions d'une ampleur jamais vue. Avec la fin des Jeux, la politique expansionniste de l'Allemagne ainsi que la persécution des Juifs et des autres «ennemis de l'Etat» s'accéléra et aboutit à la Shoah.

https://encyclopedia.ushmm.org/content/fr/article/the-nazi-olympics-berlin-1936

Jeux olympiques : Une lettre de Pierre de Coubertin à Hitler révélée dans un livre.



Y aurait-il eu un lien entre Pierre de Coubertin, promoteur des Jeux olympiques modernes et Adolf Hitler? C'est du moins ce que laisse penser un livre à paraître ce vendredi attestant selon l'auteur de l'ouvrage, qu'il « y avait bien des rapports entre les deux hommes ». Dans l'ouvrage, une lettre de Pierre de Coubertin, le promoteur des Jeux olympiques modernes, à Adolf Hitler datée de 1937 est reproduite dans l'ouvrage Pierre de Coubertin, l'homme qui n'inventa pas les Jeux olympiques, du journaliste Aymeric Mantoux, aux éditions du Faubourg.

Cette lettre est inédite dans une publication française. Elle provient des archives du Troisième Reich, d'où l'historien allemand Hans Joachim Teichler l'a extraite. « C'est un chercheur qui a revisité toute l'histoire des sports en Allemagne au XXe siècle. Il a trouvé cette lettre qui prouve que, contrairement à ce que disent la famille de Coubertin et le CIO [Comité international olympique], il y avait bien des rapports entre les deux hommes », a expliqué Aymeric Mantoux à l'AFP.

Une aide financière

Datée du 17 mars 1937, la lettre remercie le régime allemand pour sa contribution à son « année jubilaire », à savoir les 50 ans de son action de promotion du sport. Des historiens ont retrouvé la trace de versements de l'Allemagne nazie à un fonds de dotation monté par Pierre de Coubertin pour poursuivre son action. Et le Troisième Reich se préparait à ouvrir à Berlin un « Institut international olympique ».

Pierre de Coubertin, qui avait 73 ans au moment des JO de Berlin en 1936, ne s'y est pas rendu. « On ne sait pas pourquoi. Les Jeux de Berlin sont pourtant l'acmé de ce qu'il voulait faire », relève l'auteur de cette biographie critique.

« On retrouve des points communs »

Lors de la cérémonie d'inauguration, à défaut d'avoir le Français dans le stade, les organisateurs diffusent sa voix dans les haut-parleurs. L'homme reste connu pour ses opinions très conservatrices. Il refusait la professionnalisation du sport, ainsi que sa féminisation, et croyait à l' « essence supérieure » de « la race blanche ». « Je ne pense pas qu'il ait épousé l'idéologie nazie d'éradication des ennemis de la race aryenne », souligne Aymeric Mantoux. « Mais entre sa vision et celle du Troisième Reich, on retrouve des points communs, autour de la volonté de redynamiser une nation par le sport ».

Pierre de Coubertin, qui devrait intégrer le musée Grévin à Paris en juillet, est par ailleurs peu mis en avant dans la communication des organisateurs des JO de Paris 2024, du 26 juillet au 11 août.

Le livre sort ce vendredi aux éditions du Faubourg

Extrait de 20minutes.fr

Les origines (pas vraiment glorieuses) de la flamme olympique et de son relais.



Si la flamme olympique et son relais sont devenus emblématiques des JO, leur histoire cache un lourd passé.

Ce 8 mai 2024, la France célèbre en grande pompe l'arrivée sur son territoire de la flamme olympique, venue tout droit depuis Olympie. Une grande cérémonie est organisée à Marseille pour l'occasion, avant de voir la torche être transportée triomphalement à travers l'Hexagone, et ce jusqu'à la tenue des JO, du 26 juillet 2024 au 11 août 2024. Un engouement général et pourtant, l'histoire de la flamme est loin d'être si belle qu'elle n'en a l'air. Car si elle a été créée par Pierre de Coubertin, le créateur des Jeux

olympiques contemporains, elle doit sa popularisation... aux nazis!

Retour en arrière. Lors de la tenue des premiers JO, en 1896, pas de flamme à l'horizon. Ce ne sera d'ailleurs pas le cas pendant plusieurs décennies. Mais en 1928, alors que l'événement acquiert une réelle popularité internationale, cela change. C'est alors Amsterdam qui s'occupe de l'organisation, et la ville néerlandaise veut marquer les esprits. Anvers avait créé le serment olympique en 1920, Paris le village olympique en 1924. Cette fois-ci, ce sera la flamme olympique.

Selon la RTBF, Pierre de Coubertin a proposé l'idée en s'inspirant de l'histoire de Prométhée, qui a, selon la mythologie grecque, dérobé le feu des dieux pour le donner aux hommes. Selon l'helléniste Jean-Manuel Roubineau, la source d'inspiration proviendrait plutôt «de la course aux flambeaux par équipes, en relais (les lampadédromies, ndlr), discipline sportive en vigueur dans certaines cités, notamment à Athènes, mais pas à Olympie», explique-t-il au Monde. Mais cette course représentait une compétition, pas une cérémonie. «Il n'y avait pas de flamme olympique» durant l'Antiquité, insiste-t-il en ce sens, contredisant ainsi le site officiel des JO.

Des nazis séduits par la Grèce antique.

Au cours des éditions suivantes, les JO récupèrent ce nouveau symbole, mais toujours pas de relais à l'horizon. Pour cela, il faudra attendre les JO de Berlin en 1936. C'est à un théoricien du sport allemand, Carl Diem, qui en a l'idée. Il avait déjà créé un relais à la torche en 1922 aux «JO germaniques», les Deutsche Kampfspiele. Il s'inspire aussi d'un parcours avec une flamme réalisée à Sofia pour le millième anniversaire du premier tsar de Bulgarie en 1929.

En 1933, les nazis arrivent au pouvoir et l'organisation des JO semble en péril. Carl Diem, qui était déjà secrétaire du Comité d'organisation des JO, ne fait pas partie du parti national-socialiste, mais il s'en rapproche et propose au nouveau pouvoir en place de faire ce fameux relais entre Olympie et Berlin. Pour séduire, il ajoute à son projet un soupçon d'idéologie raciste. «Les Aryens considèrent que les Hellènes, en tout cas les Doriens, sont leurs cousins de sang», explique à Radio France l'historien du sport Patrick Clastres. «Les Doriens, ce sont ces Grecs du côté de Sparte et d'Olympie, qui ne sont pas les Ioniens du côté d'Athènes ; eux sont plutôt dans le camp de la démocratie. L'idée est vraiment d'établir un lien charnel. Et puis c'est toute la manifestation symbolique de la flamme de purification dans l'esprit des nazis : c'est la flamme de l'holocauste, qui va brûler tout ce qu'on veut détruire, et illuminer tout

ce qu'on veut conserver et promouvoir».

Le ministre de la Propagande, Joseph Goebbels, est séduit par l'idée, qui est retenue. Encore une fois, il n'existait aucun relais de la flamme durant l'Antiquité. Pourquoi aurait-il existé, puisque les jeux étaient toujours organisés à Olympie, et pas ailleurs ? Mais cela sert parfaitement l'idéologie nazie, qui veut puiser ses racines dans la Grèce antique. La flamme de 1936 est ainsi créée par les usines d'armement Krupp et allumée dans le sanctuaire de Zeus, le 20 juillet 1936, avant de traverser à pied l'Europe de l'Est jusqu'à Berlin.

La survie sur le fil du relais de la flamme

Après la guerre 40-45, pendant laquelle il n'y a pas eu de JO, le relais aurait pu tomber dans l'oubli. Mais cela n'a pas été le cas. Si les USA s'opposent à la nomination de Carl Diem au sein du Comité olympique, le théoricien du sport est protégé par l'absence d'appartenance officielle au parti nazi. Il a d'ailleurs pu continuer à travailler après-guerre de la République fédérale d'Allemagne (RFA) jusqu'à sa mort.

Ainsi, le fameux relais a pu survivre. «Il a été un symbole tellement fort, dans la magnification de l'héritage de l'Antiquité, que le CIO a préféré le conserver et passer à la trappe la propagande qui allait derrière», explique au Monde Sylvain Bouchet, auteur d'un livre sur Coubertin. Une tradition qui perdure jusqu'à nos jours.

Par Kevin Dupont Extrait de moustique.be

Amateur et professionnel maux du sport

Lorsque Pierre de Coubertin définit le cadre dans lequel les athlètes vont s'opposer aux Jeux, il entend privilégier le statut d'amateur pour les concurrents. C'est pour lui le seul statut qui puisse définir une certaine équité entre les prétendants. Mais déjà à l'époque cette règle est abusive. Les athlètes européens ont le plus souvent un métier à côté de leur activité sportive tandis que les Américains sont universitaires et consacrent, comme aujourd'hui, une très large partie de leurs études à l'entraînement.

Ce seront les Européens qui pourtant les premiers vont enfreindre les règles de l'amateurisme. Le Français Jules Ladoumègue et le Finlandais Paavo Nurmi sont disqualifiés pour faits de professionnalisme et sont interdits de participer aux Jeux de Los Angeles 1932. Il leur est reproché d'avoir participé à des compétitions et d'y avoir glané des prix en nature.



Notons toutefois que c'est l'Américain Jim Thorpe, qui le premier perd ses deux titres olympiques du décathlon et du pentathlon pour avoir joué dans une équipe de football américain avant de participer aux Jeux de Stockholm 1912.

Le golf et le tennis, premiers sports écartés

Dès les années 1920, ce sont les golfeurs et surtout les tennismen qui sont fortement soupçonnés de professionnalisme. Leur sport est exclu du programme olympique. Le tennis devra attendre les années 1980 pour y revenir, le golf n'a fait sa réapparition qu'aux Jeux de Rio 2016. Ce statut amateur prévaudra aux Jeux jusqu'au milieu des 1970.

L'Américain Avery Brundage, cinquième président du CIO sera même un rempart redoutable. Il ira jusqu'à exclure des Jeux, l'Autrichien Karl Schranz, alors meilleur skieur du moment parce que ce dernier se déclare professionnel.

Brundage contraindra d'autres sportifs à choisir de passer professionnel pour pratiquer leur sport. Le problème, c'est qu'à l'époque, les meilleures compétitions sont réservées aux amateurs. Beaucoup de champions feront le choix de devenir des professionnels bien payés, mais disparaîtront de la scène sportive internationale pour disputer des compétitions subalternes considérées comme des galas.

Après 1980, tout change

Cette tendance s'inversera au début des années 1980 avec les successeurs de Brundage. Michael Morris dit Lord Killanin et Juan Antonio Samaranch notamment. Ils permettront aux sportifs professionnels de venir en découdre aux Jeux avec d'autres ayant conservé le statut amateur.

Certains afficheront une supériorité éclatante comme les basketteurs de la NBA qui composent l'équipe Américaine et qui écrasent tout sur leur passage lors des Jeux de Barcelone 1992.

D'autres y subissent la loi des amateurs comme l'équipe Américaine de baseball battue par la formation cubaine à Barcelone et Atlanta.

Précisons enfin que des sports comme la boxe continuent de privilégier le statut amateur des combattants aux Jeux. C'est même une étape vers le professionnalisme. Pourtant le Cubain Teofilo Stevenson, alors meilleur poids lourd de sa génération a toujours refusé de passer professionnel alors que des ponts d'or lui étaient offerts pour affronter les meilleurs spécialistes Américains. D'autres à l'Est, comme le Hongrois Lazlo Papp fut exceptionnellement autorisé à passer professionnel tant sa carrière chez les amateurs était sans partage.

Aujourd'hui aux Jeux, les amateurs sont opposés aux professionnels et les différences sont minimes. Il n'existe plus de différence entre un amateur ayant un statut protégé au sein de son entreprise ou de son université avec des professionnels qui courent le cachet pour continuer de pratiquer leur sport favori. Quant aux stars mondiales de l'athlétisme, du football, de la gymnastique ou de la natation, leur présence est fortement souhaitée pour assurer le spectacle et l'audience des télévisions qui couvrent l'événement.

Extrait de https://www.dicolympique.fr

SOCIÉTÉ

Après 13 ans de calvaire, enfin libre : Julian Assange, l'homme qui a fait capituler l'Empire américain

Victoire

Au terme d'un compromis juridique, le fondateur de Wikileaks, poursuivi pour « complot pour obtenir et divulguer des informations relevant de la défense nationale », a retrouvé la liberté et échappe à la menace de prison à vie aux Etats-Unis. Les documents qu'il a révélés nous ont permis de ne rien ignorer des crimes de guerre américains en Irak, des conditions de vie à Guantanamo. Entre autres.

On avait fini par désespérer de son cas, tant les Etats-Unis en avaient fait l'homme à abattre. Pourtant, c'est fait : Julian Assange est libre. Le fondateur de Wikileaks était menacé d'extradition vers un pays qui entendait le jeter en prison pour le reste de ses jours, en raison de ses révélations – via la publication de centaines de milliers de documents confidentiels – sur les crimes de guerre américains en Irak et en Afghanistan. Le voilà assuré de pouvoir en finir avec un calvaire qui dure depuis 13 ans et

qui l'avait mené dans une prison de haute sécurité de Belmarsh (surnommée « Our Guantanamo »), au Royaume-Uni.

À 52 ans, Julian Assange va retrouver sa femme, ses enfants, sa famille, ses amis et une vie (presque) normale, si tant est qu'on puisse se remettre d'un tel chemin de croix.

Ce qu'on doit à Assange



Sa libération est le fruit d'un accord juridique qui lui permet d'échapper à la sentence initialement prévue. Désormais poursuivi pour « complot pour obtenir et divulguer des informations relevant de la défense nationale », Julian Assange a accepté de plaider coupable devant un tribunal fédéral des îles Mariannes, territoire américain du Pacifique. Il devrait être condamné à 62 mois de prison, déjà purgés en détention provisoire à Londres. Il pourra donc regagner libre son Australie natale, pays dont le gouvernement a multiplié les interventions afin d'arriver à une telle issue.

On n'en dira pas autant de certains autres, à commencer par les membres de l'Union Européenne, dont la France, qui a oublié à l'occasion qu'elle était le pays des droits de l'homme. Quand il s'agissait d'Alexeï Navalny et de Vladimir Poutine, l'Elysée donnait de la voix. Mais pour Julian Assange, le silence était de mise. Pas question de froisser le grand frère américain, alors pourtant que l'actuel Garde des Sceaux, Eric Dupond-Moretti, fut l'un des avocats du

fondateur de Wikileaks. Visiblement, il ne s'en souvient plus. On pourrait en dire autant d'associations et de journaux qui avaient fini par abandonner Julian Assange à son triste sort après l'avoir encensé.

C'est grâce à lui que l'on n'ignore rien des crimes de guerre de l'armée américaine en Irak ; des conditions de détention dans les geôles de Guantanamo, ce morceau de territoire cubain occupé par les Etats-Unis ; du régime Assad et ses sbires en Syrie ; de l'espionnage des principaux dirigeants européens par les services américains ; ou des étranges pratiques d'oligarques ayant pignon sur rue. Rien que pour ça, le fondateur de Wikileaks mériterait le respect de tous ceux qui attendent de la presse qu'elle joue son rôle.

Lâché

Pourtant, des journaux comme Le Monde et Libération ont fini par le lâcher. Le journal du soir , qui l'avait salué en 2010 comme le « héros de l'année », n'a pas hésité à évoquer ses « impasses », son prétendu aveuglement anti-américain, voire ses compromissions avec le régime russe.

Libération a repris les mêmes sous-entendus en dénonçant son « activisme contre Hillary Clinton » lors de la présidentielle de 2016. Assange était alors soupçonné d'avoir surfé « sans honte aucune sur le soutien opportuniste des franges trumpistes les plus radicales et complotistes ». Pour Libé , c'était « la trace évidente d'une opération des services de renseignement russes » (sic).

Problèmes de digestion.

En vérité, certains n'ont jamais digéré les révélations de Julian Assange. À défaut de le démentir, ils ont donc entrepris de le décrédibiliser, en fabriquant des accusations de viol qui n'ont jamais abouti, en le suspectant d'avoir fait battre Hillary Clinton alors qu'elle était assez grande pour perdre toute seule, on en le faisant passer pour un agent du Kremlin. C'est désormais une règle d'or : derrière tout dénonciateur de l'Empire américain, il y a forcément un homme de main de Poutine.

D'autres, heureusement, n'ont pas pris ces chemins de traverse et ont su garder le sens de l'honneur. La campagne en faveur de Julian Assange a gagné toute la planète, avec des soutiens parfois inattendus. Elle a fini par avoir un écho jusqu'à la Maison Blanche, alors même que Joe Biden s'était promis d'avoir la tête d'un homme qui lui a donné des sueurs froides. À la veille d'une élection présidentielle fort incertaine pour lui, le président américain a dû considérer qu'il lui suffisait d'avoir le dossier Gaza sur les bras, et qu'à défaut de se débarrasser de Netanyahou, il pouvait déjà en finir avec une

affaire qui minait sa réputation.

Persister à considérer le fondateur de Wikileaks comme un espion devenait délicat. Persister à lui infliger un traitement qualifié de « torture mentale » par un représentant de l'ONU devenait politiquement dangereux. Tant mieux pour Julian Assange et pour tous ceux qui l'ont défendu contre les pires calomnies. On laissera les autres se regarder dans une glace, au risque d'être tentés de l'essuyer.

Par Jack Dion Extrait de Marianne

Temps pourri, pesticides, changement climatique : les guêpes ont-elles disparu ? Épicure de guêpe

Vous avez croisé des guêpes dernièrement ? Nous non plus. Alors qu'elles commencent habituellement à peupler les terrasses, parcs et jardins dès le printemps, celles-ci semblent faire grève. La faute au gros temps, mais pas seulement.



Les piqûres de guêpes qui pourrissent une journée de vacances en faisant gonfler notre main vontelles réussir à nous manquer ? Pas sûr, mais l'absence de guêpes alors que le printemps touche bientôt à sa fin interroge, et il n'y a aucune raison de s'en réjouir. Les guêpes, qui ont moins bonne presse que les abeilles, jouent un rôle majeur dans la pollinisation des plantes, et participent à la lutte contre les espèces invasives et parasitaires, comme les pucerons et les chenilles, capables de saccager une parcelle agricole. Mais pourquoi on ne les voit pas ?

Sale temps pour les guêpes

Cette fois, Marianne ne vous apprend rien, il fait un temps de merde sur le territoire métropolitain depuis, au moins, le début de l'année. Mais si cette météo morose peut être une bonne nouvelle pour certains domaines agricoles ou pour les nappes phréatiques en souffrance, elle est une mauvaise nouvelle pour nos amies (si, si !) les guêpes.

« L'absence actuelle de guêpes dans notre quotidien est probablement due à des raisons météorologiques », explique Jean-David Chapelin-Viscardi, responsable du Laboratoire d'éco-entomologie d'Orléans. En cas de météo pluvieuse, comme c'est le cas actuellement, les ruches s'activent moins que lors d'un printemps chaud et sec, et une partie des reines restent en hibernation. Elles ne construisent donc pas de nouveaux nids, berceau des ouvrières qui viennent ensuite nous voler dans les plumes. D'autant que, si ce printemps est particulièrement défavorable aux guêpes, ce n'est, de toute façon, jamais leur période phare. Les ruches sont plutôt à leur apogée à la fin de l'été et au début de l'automne.

Attention aux impressions.

Pour autant, peut-on vraiment dire qu'il y a moins de guêpes cette année ? Nous sommes pour l'instant plus dans l'impression que dans l'observation scientifique. Méfions-nous de l'empirisme. « À certains endroits, on va avoir l'impression d'avoir moins de guêpes, ou même plus que l'année précédente, mais les habitants d'un autre territoire voisin peuvent faire le constat inverse. Notre vision est totalement dépendante de l'endroit où une colonie s'est installée récemment », rassure Éric Darrouzet, enseignant-chercheur spécialiste des insectes sociaux à l'Université de Tours.

Tout est question de perception, lorsque les jours de beaux temps se suivent sans jamais discontinuer, on a l'impression que les guêpes se comptent par millions dans nos parcs et nos jardins, alors qu'un printemps pourri nous laisse directement croire que les guêpes ont disparu de la surface de la Terre.

En 2020, de nombreux médias, comme France Info s'interrogeaient sur une potentielle, mais fantasmée, prolifération de guêpes. En réalité, nous étions, là encore, victime d'une vision un peu autocentrée. Alors que les Français étaient confinés, les ruches tiraient les bénéfices d'un hiver particulièrement doux et d'un printemps excessivement chaud, qui avait permis aux reines de développer leurs ruches, dont les membres venaient ensuite manger les restes sucrés de nos repas d'été. D'autant qu'avec les fortes chaleurs, les guêpes, comme les autres insectes, ont plus de mal à trouver de l'eau, et ont donc tendance à se rapprocher des zones d'habitations humaines pour siroter nos verres. On les voit plus, mais elles ne sont pas forcément plus nombreuses.

Et pourtant elles disparaissent.

Mais dans le fond c'est vrai, il y a nettement moins de guêpes qu'avant, il faut juste changer d'échelle. En trente ans, près de 80 % des insectes auraient disparu, selon une étude internationale publiée mercredi 18 octobre par la revue PLoS One. Parmi eux, les insectes volants sont en bonne place, et — encore une fois! – pas seulement les abeilles. « Nos résultats documentent un déclin dramatique des insectes volants, de 76 % en moyenne et jusqu'à 82 % au milieu de l'été, dans les aires protégées allemandes, en seulement vingt-sept ans », expliquaient les chercheurs dans leur étude de 2017.

En France, la population de guêpes, et d'insectes volants en général, est très mal documentée, nous ne disposons pour l'heure d'aucune donnée chiffrée pour estimer leur présence en métropole. Mais on peut estimer qu'elles suivent le même chemin démographique que leurs voisines d'outre-Rhin. En cause ? Principalement l'agriculture intensive, qui tue directement avec sa forte utilisation de pesticides, mais aussi de manière plus indirecte, en ayant fait disparaître les haies, paradis de biodiversité à polliniser. La monoculture et la disparition des fleurs sauvages sont la cerise sur le gâteau.

Autre tueur d'insectes volants : nos villes et leurs périphéries. L'urbanisation a réduit leur habitat naturel, et l'a surtout fragmenté en espaces entrecoupés de constructions humaines, et la lumière des villes joue aussi un rôle négatif. Les espaces verts éclairés attirent moins les pollinisateurs nocturnes.

Enfin, l'éléphant dans la pièce : le changement climatique qui décale les cycles des pollinisateurs volants et des plantes. Quand les guêpes, abeilles et autres hyménoptères sortent de leur ruche, les plantes sont déjà passées à un autre cycle, n'ont plus besoin de l'entremise des insectes volants et ne leur fournissent pas le précieux nectar. Ne reste plus qu'une bière tiède abandonnée sur une terrasse pour les satisfaire. Nul doute qu'aux premiers rayons de soleil, les guêpes arriveront dare-dare.

Par Antoine Margueritte Extrait de Marianne

«Professeur à l'école primaire depuis 17 ans, je constate que les enfants les plus impolis et irrespectueux détiennent le pouvoir»

Il y a une pression de plus en plus forte de la société pour ne pas sanctionner les enfants qui, dès lors, peuvent se permettre tout et n'importe quoi. Or les



enfants d'aujourd'hui seront les adultes de demain.

Je suis professeur à l'école primaire depuis 17 ans. J'ai travaillé dans 30 écoles différentes et j'ai eu plus de 3 000 élèves. Je fais partie d'un groupe d'enseignants qui se réunit chaque mois pour réfléchir à comment améliorer l'enseignement et surmonter les nombreuses difficultés du quotidien. Je remarque une dégradation constante du climat des écoles. Les résultats scolaires et les comportements des enfants se dégradent. Que se passe-t-il ?

Enfant libre de faire ce qu'il veut

Nous vivons dans une société où les enfants reçoivent constamment et de plus en plus intensément le message : « Tu es libre de faire ce que tu veux et de ne pas faire ce que tu ne veux pas. Personne ne peut te forcer à faire quelque chose que tu ne veux pas. Sinon c'est de la maltraitance. Et si quelqu'un veut te forcer à faire quelque chose que tu ne veux pas, tu ne dois pas te laisser faire et on va te défendre et remettre la personne 'méchante' à sa place».

De plus en plus d'enfants ont un manque de respect envers la mission de l'école qui est d'apprendre. J'observe que certains enfants (une petite minorité) viennent à l'école sans avoir l'intention d'apprendre quoi que ce soit. Leur but est juste de tout faire pour empêcher le professeur de donner cours et d'empêcher les autres élèves de se concentrer sur leurs tâches. Du fait qu'il y a une pression de plus en plus forte de la société pour ne pas sanctionner les enfants, ceux-ci peuvent se permettre tout et n'importe quoi et ils peuvent jouer avec les pieds de leurs parents, de leurs professeurs, de leur direction d'école... Ils peuvent provoguer les adultes de manière de plus en plus forte et rendre les professeurs, parents et directions dingues, les mettre dans une impuissance totale et les mettre hors d'eux-mêmes. Les enfants les plus difficiles ont énormément de pouvoir dans notre société et la société les protège, voire les encourage. De ce fait, on peut voir de plus en plus de comportements impolis, mal élevés, agressifs, destructeurs, manipulateurs... Et les enfants d'aujourd'hui sont les adultes de demain!

Donner raison à son enfant chaque fois qu'il fait une bêtise

J'observe dans les écoles que de plus en plus de parents donnent raison à leur enfant quand il/elle fait une bêtise. Ces parents se fâchent sur l'école si leur enfant reçoit une sanction ou un mot dans le journal de classe. Ils sont agressifs et envoient des courriels intimidants aux professeurs et à la direction de l'école pour la pousser à sanctionner le professeur. Parfois, ils menacent les professeurs ou les directions de violence physique ou psychologique.

Les parents d'il y a 50 ans n'avaient pas de volonté aussi forte d'être aimés par leur enfant.

Selon Philippe Van Meerbeeck, professeur émérite à l'UCL que j'ai interviewé lors de mon TFE, de moins en moins de parents assument leur rôle de parent comme des adultes responsables. Ils se comportent comme des adolescents rebelles et immatures qui s'opposent à l'autorité plutôt que d'éduquer leur enfant et de leur expliquer en quoi un minimum de discipline dans la société est important pour pouvoir vivre ensemble harmonieusement.



Les parents d'îl y a 50 ans n'avaient pas de volonté aussi forte d'être aimés par leur enfant. Ils voulaient surtout que leur enfant se comporte bien et fasse de son mieux à l'école pour avoir un bel avenir. Ils étaient de ce fait peu manipulables et leur enfant se comportait beaucoup mieux. Être parent était alors beaucoup moins fatigant qu'aujourd'hui.

Stimuler un enfant à faire le mal

Un enfant qui remarque que ses parents lui donnent raison et le défendent avec force chaque fois qu'il fait une bêtise peut arriver à la conclusion : «Chaque fois que j'ai un comportement embêtant, mes parents me montrent qu'ils m'aiment et me défendent. Pour être aimé par mes parents, je dois donc me comporter comme un salaud et faire du mal autour de moi car c'est quand je me comporte comme cela qu'ils se battent pour moi !» Un enfant qui, à l'origine était pur et bien intentionné, peut donc être formaté par ses parents pour devenir une machine à faire le mal autour de soi.

J'ai remarqué dans plusieurs écoles que beaucoup de directions ne parviennent pas à assumer l'agressivité, les intimidations et les manipulations des parents. Elles ont peur et prennent parfois des décisions défavorables à la mission l'école par peur des réactions de parents. J'ai vu par exemple une fille qui avait été très irrespectueuse vis-à-vis d'un professeur, qui l'avait remise à sa place verbalement. La fille s'est plainte auprès de sa maman, qui était présidente de l'association des parents. La maman a écrit dans le groupe WhatsApp des parents son mécontentement par rapport à la réaction du professeur. La directrice a paniqué en lisant des critiques concernant son école sur les réseaux sociaux et a demandé immédiatement, affolée, au professeur d'aller parler à la fille et de presque s'excuser de lui avoir fait une remarque. Ce sont donc les enfants les plus impolis et irrespectueux d'une école qui détiennent le pouvoir. Les professeurs doivent presque se mettre à genoux devant eux.

Être ferme pour stimuler un enfant à faire le bien est un des plus beaux gestes d'amour que vous puissiez lui donner.

J'ai déjà remarqué plusieurs fois dans ma carrière que des enfants de parents haut placés dans les associations de parents sont, «comme par hasard», parfois les enfants les plus difficiles de l'école. Je pense qu'ils sentent qu'ils ont du pouvoir au sein de l'école par le soutien de leurs parents. C'est un abus de pouvoir. Le même problème se produit parfois avec des enfants dont le papa ou la maman est professeur dans la même école. Ils se disent parfois : «Les professeurs ne vont pas oser me sanctionner, sinon ils vont être en dispute avec ma maman ou mon papa qui est leur collègue». Cela crée parfois des tensions dans les équipes.

Stimuler à faire le bien

En conclusion, je pense que c'est important que tout le monde prenne conscience que la pensée unique dans le domaine de l'éducation qui rend les enfants difficiles et tout-puissants entraîne une décadence de notre société. N'oubliez pas que les enfants d'aujourd'hui sont les adultes de demain! Il est important que les parents, enseignants, directions d'école et tous les autres exigent des enfants de se comporter correctement et de faire de leur mieux, notamment à l'école, pour se garantir un bel avenir dans un monde qui ne sera pas aussi facile que ce que nous avons connu par le passé. Raison de plus pour mettre toutes les chances de son côté.

Être ferme pour stimuler un enfant à faire le bien est un des plus beaux gestes d'amour que vous puissiez lui donner. Il vous remerciera plus tard. C'est très bien de stimuler un enfant à être assertif et sûr de lui. Mais les enfants comme les parents doivent rester respectueux, polis et respecter la mission de l'école qui est d'apprendre. C'est très important que tous les éducateurs (parents, enseignants, direction d'école) travaillent main dans la main et se respectent les uns les autres. Trop souvent les éducateurs se tirent dans les pattes les uns les autres. Cela permet aux enfants difficiles de se frotter les mains et de profiter des désaccords pour faire leurs méfaits sans être déran-



gés. Soyez tous fermes et soutenez-vous les uns les autres ! Il en va de l'avenir de nos enfants et de nos démocraties !

Une opinion de Joël Libert, professeur à l'école primaire

Quand trois académiques «condescendants» remettent «un instituteur un peu geignard à sa juste place»

Absence de soutien, condescendance, paternalisme : qui peut croire les mots venant de ceux qui ne vont pas au contact et se contentent de donner des leçons à ceux qui vont au charbon ?

Ainsi donc, après 17 années de pratique, un instituteur a eu l'audace de dire qu'il n'y arrivait plus, qu'il en avait assez des enfants-rois et des parents hélicoptères qui passent tout à leur petit chéri ou à leur princesse adorée.

On lit cet appel au secours, partagé par beaucoup de collègues, mais peut-être un peu excessif, avec intérêt et on se dit qu'il y a peut-être quelque chose à faire pour mettre fin à la situation telle qu'elle est décrite.

pourrait donc se réjouir de voir trois 'académiques' (sciences de l'éducation et sciences politiques) réagir à ce témoignage. Hélas, on doit bien constater que la réjouissance sera de courte durée.

Condescendant

Premier constat, la réaction de nos académiques ne contient pas le plus petit mot de soutien à l'auteur du texte initial dont j'ignore qui il est et où il travaille. En revanche, une brève recherche permet

de voir que deux des signataires, MM. Horemans et Pourtois sont professeurs d'université, le troisième est, peut-être, actif dans le 'réseau Idée', une ASBL de formation des enseignants aux questions d'environnement. On peut donc, au moins, supposer que deux des trois signataires ne sont pas professionnellement, appelés très souvent à se confronter tous les jours à des mômes de primaire.

Deuxième déception, le ton particulièrement condescendant utilisé dans le texte. On commence par citer Hésiode, pour bien montrer au lecteur qu'un académique possède, forcément, une maîtrise des lettres classiques. Ça fait sérieux et a, de surcroît, l'avantage de remettre cet instituteur un peu geignard à sa juste place, celle occupée par les prolétaires de l'enseignement fondamental.

Des académiques réagissent à la tribune de l'instituteur sur les «enfants les plus impolis et irrespectueux qui détiennent le pouvoir» à l'école

Constatons enfin que M. Libert a aussi droit à une leçon (un prêche?) destinée à le convaincre qu'il n'a rien compris, que les enfants sont tous des anges, sauf ceux qui ne le sont pas, mais qu'alors ce n'est pas de leur faute; qu'il faut être bienveillant, etc. Bref, toute la litanie qui empêche de faire respecter un minimum de règles nécessaires au fonctionnement paisible d'un groupe. À cela notre enseignant, qui semble ignorer le B.A. BA qu'on vient de lui rappeler, devra aussi faire dorénavant tout son possible pour respecter les parents même quand ils se montreront agressifs ou qu'ils organiseront du harcèlement via les réseaux sociaux contre lui.

Préjugés

Ce qui me désole dans ce texte paternaliste et pédant, c'est qu'il repose tout entier sur des préjugés qui empêchent la prise en compte des réalités du terrain. Je ne pense pas que M. Libert veuille rétablir le bonnet, encore moins les châtiments corporels. Il veut seulement bénéficier du respect auquel il devrait avoir droit comme professionnel de la part des géniteurs des enfants qui lui sont confiés et que ceux-ci cessent de se comporter comme des clients de supermarché mécontents du service qu'ils paient. Du respect aussi qu'un enfant devrait avoir pour un aîné.

J'ai commencé ma carrière en septembre 1968 dans une classe de 3e primaire, où les élèves se levaient quand un adulte entrait en classe et qui m'appelaient maître. Plus tard, comme inspecteur communal, j'ai dû gérer des dossiers disciplinaires. Parmi les plus étonnants, celui d'un élève de deuxième secondaire, particulièrement indiscipliné, que son école n'avait d'autre choix que

d'éloigner. Nous avons choisi le refus de réinscription plutôt que l'exclusion en cours d'année, nous avons autorisé la présentation des examens de juin et de septembre, l'élève a pu se réinscrire sans difficulté dans une autre école. Tout ça n'a pas empêché les parents d'attaquer le pouvoir organisateur au tribunal de première instance pour réclamer des dommages et intérêts, et, déboutés, d'interjeter appel et d'être déboutés une deuxième fois!

Confronté à de telles réalités, le texte de nos trois académiques semble émaner d'une autre planète. Le métier d'enseignant est dévalorisé, la pénurie n'en finit pas d'augmenter et la seule cause de cette dégradation serait seulement l'autoritarisme de M. Libert et de ses collègues ? Qui peut croire cela, des gens gavés de théories qui ne vont pas au contact et se contentent de donner des leçons à ceux qui vont au charbon?

Une opinion de Claude Wachtelaer, inspecteur - directeur honoraire (Département de l'Instruction Publique de la commune de Schaerbeek de 1995 à 2014)

Extrait de La Lbre

LECTURE

Monique Pinçon-Charlot : « Les riches ont l'art de faire passer leurs privilèges arbitraires pour un dû »

La sociologue s'est alliée au photographe Gwenn Dubourthoumieu pour publier Entre-soi. Le séparatisme des riches, un livre qui fait pénétrer le lecteur dans la bulle de faste et d'opulence d'une caste aussi soudée que prédatrice.

Comment les corps des « gens de la haute » sont-ils façonnés, dès l'enfance, pour s'imposer « naturellement » comme dominants ?

Dans l'autocratie ou la grande bourgeoisie, quand un bébé naît, il hérite par exemple de la robe de baptême des générations précédentes, symbole d'une mise en condition pour devenir le prochain maillon d'une lignée. Il lui faut ensuite acquérir les habitus qui lui permettront d'être apte à en hériter le capital social financier et patrimonial et à le transmettre.

Cela passe par des cours de maintien où l'on cultive Plus récemment, à Paris, avec l'appui de Christophe



le port altier, la voix et les bonnes manières, l'habitude de porter des habits chargés de symboles. Les instances de socialisation des enfants de riches sont la famille, regardée sur le temps long des dynasties et sur le plan large des grandes cousinades, la fréquentation d'écoles et de club sportifs très selects et la participation à des rallyes où l'on peut flirter sans risque de mésalliance.

La construction de corps maîtrisés et valorisés, qui se fait toujours dans la solidarité, dans la joie et à travers des festivités multiples et variées dans des décors de rêve, permet de convaincre les autres de l'excellence du dominant. Cette somatisation du rapport de classe est partie intégrante du processus qui transforme l'arbitraire absolu de leurs privilèges en quelque chose de naturel, qui semble dû.

Par quels moyens les ultra-riches s'approprient-ils l'espace public, effaçant même la mémoire ouvrière?

Depuis le second Empire, des concessions exclusives ont été accordées à l'oligarchie de la classe dominante et de l'aristocratie pour des cercles et autres clubs comme, dès 1848, celui du bois de Boulogne, le Polo Club de Paris ou le Racing Club.

Girard, à la fois adjoint à la culture de Bertrand Delanoë et conseiller stratégique chez LVMH, Bernard Arnaud (le PDG du groupe de luxe et première fortune française) a pu s'offrir une grande partie du bois de Boulogne, ainsi que des emblèmes de la mémoire populaire et de la sociabilité ouvrière de la capitale comme la Samaritaine ou le Bon Marché. Les très riches obtiennent facilement la complicité des édiles, du Parlement et du plus haut sommet de l'État pour faciliter leurs affaires.

Par exemple, la création de la Fondation Louis-Vuitton a été rendue possible grâce à un cavalier législatif voté nuitamment à l'Assemblée nationale. Dans le même esprit, l'île Seguin est devenue un lieu de repos, de villégiature, de musique et de culture savante où les vestiges de l'usine Renaud-Billancourt ont été totalement effacés. La mémoire ouvrière n'a en effet aucun droit de cité dans l'Ouest parisien, où sont situés tous les cercles parisiens dans lesquels les grandes familles de la haute bourgeoisie et de l'aristocratie aiment à se retrouver.

Une telle solidarité de classe estelle envisageable dans le bas du spectre de richesse ?

Le plus important serait de reconstruire la classe ouvrière, qui a été détruite sous le double effet de la politique de la ville prônant l'aide à la personne contre celle à la pierre et favorisant, dès les années soixante-dix, sous la pression de Bouygues et ses maisons individuelles standardisées, l'émergence des zones pavillonnaires, tandis que les familles issues de l'immigration se sont trouvées ghettoïsées dans les cités en voie de délabrement.

La classe ouvrière a été racialisée et coupées en deux entités séparées spécialement qui sont aujourd'hui difficiles à réconcilier. Le fait que la gauche soit désunie n'y aide pas... On peut parler avec Luc Boltanski d'une « crise de la critique du capitalisme ». Ce qui est aussi très important, c'est d'avoir des lieux où construire des solidarités dans la joie.

La Fête de l'Humanité, cette ville éphémère qui accueille 500 000 personnes pendant trois jours, en septembre, en est un bel exemple. D'ailleurs, elle est bien souvent caricaturée en « fête de la merguez » par les puissants, qui ont bien conscience de la dangerosité pour eux du pouvoir fédérateur de ce rassemblement annuel.

Entre-soi. Le séparatisme des riches, de Monique Pinçon-Charlot et Gwenn Dubourthoumieu, Pyramyd, 176 pages, 25 euros.

Eugénie Barbezat blogs.mediapart.fr

APPEL AU SOUTIEN DE LA JOURNÉE DES OUBLIES DES VA-CANCES 2024.

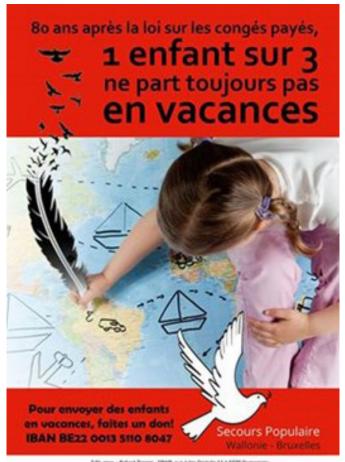
Le Secours Populaire Wallonie Bruxelles a organisé cette année encore sa fameuse Journée des Oubliés des Vacances car un enfant sur trois ne part pas en vacances.

Cette année, pour la modique somme de 6 euros, les enfants sont allés visiter le Domaine de Chevetogne. Le Secours Populaire a pris en charge la totalité des frais de cette journée dont le budget est estimé à 10 000 euros (coût des autocars, des entrées, des repas, des friandises et boissons soit environ 25 € par participant).

Vu l'absence d'aides financières de nos donateurs institutionnels, nous lançons un nouvel appel au soutien de toutes les personnes qui apprécient cette belle activité.

Tout soutien financier doit être versé sur le compte bancaire BE22 001-3511080-47 du Secours Populaire Wallonie-Bruxelles en mentionnant « soutien à la JOV 2024 »

Le sourire de nos petits protégés sera votre remerciement.



Totalhore: 073-30 39 EZ Email: persons populare additional com-